



Rapports financiers périodiques : *Le point sur le deuxième trimestre*

Le 11 janvier 2012

Points principaux de la présente note :

- Le directeur parlementaire du budget (DPB) a mis à jour les tableaux qui résument les divulgations faites dans les rapports trimestriels, à partir des rapports des ministères et des organismes pour le deuxième trimestre.
- La qualité générale des rapports financiers périodiques s'est améliorée par rapport au trimestre précédent. Toutefois, il reste des lacunes dans la divulgation des mesures d'austérité fédérales :
 - Seulement un tiers des organisations ont fait part de l'incidence du gel des budgets de fonctionnement du gouvernement.
 - Il n'y a qu'environ la moitié des organisations visées par l'examen stratégique de 2010 qui en ont décrit les répercussions.

Préparé par : Jason Jacques*

* Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Jason Jacques (courriel : jason.jacques@parl.gc.ca).

1. Mise en contexte

En novembre 2011, le directeur parlementaire du budget (DPB) a examiné le nouveau cadre d'établissement de rapports périodiques pour les ministères et organismes fédéraux, et l'a comparé à d'autres rapports périodiques utilisés au sein de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)¹.

Le DPB a conclu que le nouveau cadre d'établissement de rapports périodiques permettait de remédier à bon nombre des lacunes relevées dans le sondage mené en 2011 par l'OCDE auprès du Réseau des responsables budgétaires des parlements, ce qui amenait les rapports périodiques fédéraux à la hauteur de ceux d'autres pays de l'OCDE.

Le DPB avait toutefois remarqué un manque d'uniformité dans la qualité des divers rapports préparés par les ministères et les organismes. Il faisait remarquer que moins du quart des rapports faisaient part de l'incidence financière du gel des budgets de fonctionnement du gouvernement et seulement deux ministères avaient indiqué les répercussions des dernières réductions découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011.

Par la suite, le président et la secrétaire du Conseil du Trésor se sont engagés auprès du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires de la Chambre des communes à ce que des mesures soient prises pour améliorer la qualité des rapports des organisations, notamment pour combler les lacunes relevées par le DPB².

¹ http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/Quarterly_Reports_November_2011_FR.pdf. Consulté en décembre 2011.

² <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5275325&Mode=1&Parl=41&Ses=1&Language=F>. Consulté en décembre 2011.

2. Rapports du deuxième trimestre

Les ministères et organismes fédéraux ont publié leur rapport financier du deuxième trimestre de 2011-2012 à la fin novembre. Le DPB a examiné chaque rapport pour déterminer s'il y avait un changement dans les principales divulgations évaluées dans le rapport précédent du DPB (Tableau 1)³.

Tableau 1

Principales divulgations évaluées par le DPB

Rapprochement	• Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?
Détail	• Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?
Écarts	• Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB?
Gel des budgets de fonctionnement	• Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?
Examen stratégique	• Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?

Comme la dernière fois, chaque rapport s'est vu attribuer l'une des trois cotes suivantes :

1. Le rapport *divulgue* l'information requise.

³

L'examen du DPB ne comprenait pas une vérification de la conformité aux normes applicables du Conseil du Trésor et à d'autres obligations légales.

2. Le rapport *ne divulgue pas* l'information requise.
3. La divulgation *n'est pas applicable* (p. ex. l'organisation n'a pas fait l'objet d'un examen stratégique en 2010).

L'annexe A contient la matrice d'évaluation de tous les rapports trimestriels.

Dans l'ensemble, la qualité des rapports trimestriels des ministères et des organismes s'est améliorée par rapport au premier trimestre.

- La plupart des organisations fournissent suffisamment de données pour expliquer le changement à l'égard des autorisations de dépenser par rapport à l'année précédente.
- À l'exception de quelques-unes, toutes les organisations font le point sur chaque crédit énuméré dans les documents budgétaires.
- Presque toutes les organisations expliquent les changements importants apportés aux dépenses notés par le DPB dans le *Suivi des dépenses*.

Toutefois, l'amélioration est moins marquée pour ce qui est de la divulgation des mesures d'austérité fédérales.

- Seulement le tiers des organisations font part des répercussions du gel des budgets de fonctionnement du gouvernement (par rapport à un quart au premier trimestre).
- Près de la moitié des organisations visées par l'examen stratégique de 2010 ont fait part des répercussions (par rapport à un quart au premier trimestre).

3. Conclusion

La qualité et la cohérence des rapports trimestriels continuent de s'améliorer. En général, ces documents constituent une bonne source d'information et de données pour les parlementaires.

Il est intéressant de noter que le manque d'uniformité est toujours présent dans les divulgations concernant les mesures d'austérité (p. ex. la quantité de réductions, les répercussions opérationnelles), surtout si l'on tient compte du fait que les budgets de fonctionnement sont gelés depuis près de deux ans et que l'examen stratégique de 2010 est en vigueur depuis près d'un an⁴.

Le DPB a commencé à intégrer les rapports trimestriels au *Suivi des dépenses*, lequel appuie l'analyse des budgets du gouvernement menée par le Parlement⁵.

⁴ Au-delà des exemples de bonne divulgation que l'on trouve dans les rapports trimestriels de diverses organisations, le gouvernement a déjà divulgué auparavant les répercussions financières précises des réductions dans les programmes et des mesures d'austérité dans les documents budgétaires (http://www.collectionscanada.gc.ca/webarchives/20071214103217/http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20062007/sups/b/pub/me-001_f.pdf, consulté en décembre 2011) ainsi que les répercussions opérationnelles via Internet (www.expenditurereview.gc.ca, consulté en décembre 2011).

⁵ http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/Expenditure_Monitor_2011Q1_FR.pdf
Consulté en octobre 2011.

Annexe A : Matrice d'évaluation

Bleu foncé = Oui**Rouge = Non****Bleu pâle = Sans objet**

	Rapprochement	Détail	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
	Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?	Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?	Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le directeur parlementaire du budget (DPB) dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?	Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?	Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada					
Agriculture et Agroalimentaire Canada					
Procréation assistée Canada					
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Agence des services frontaliers du Canada					
Conseil canadien des relations industrielles					
Agence du revenu du Canada					
École de la fonction publique du Canada					
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs					
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail					
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Comité des griefs des Forces canadiennes					
Commission canadienne des grains					
Patrimoine Canada					
Commission canadienne des droits de la personne					
Tribunal canadien des droits de la personne	Aucun rapport sur le site Web				
Instituts de recherche en santé du Canada					
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
Agence canadienne de développement international					

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
	Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?	Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?	Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?	Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?	Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le le budget de 2011?
Bleu foncé = Oui Rouge = Non Bleu pâle = Sans objet					
Tribunal canadien du commerce extérieur					
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Commission canadienne des affaires polaires					
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Agence spatiale canadienne					
Office des transports du Canada					
Citoyenneté et Immigration Canada					
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada					
Commission du droit d'auteur	Aucun rapport sur le site Web				
Enquêteur correctionnel du Canada					
Service correctionnel du Canada					
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Ministère des Finances du Canada					
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international					
Ministère de la Justice du Canada					
Agence de développement économique pour les régions du Québec					
Environnement Canada					
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
	Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?	Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?	Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?	Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?	Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?
Bleu foncé = Oui Rouge = Non Bleu pâle = Sans objet					
Agence de la consommation en matière financière					
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
Pêches et Océans Canada					
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
Santé Canada					
Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences					
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
Industrie Canada					
Infrastructure Canada					
Bibliothèque et Archives Canada					
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire					
Commission des champs de bataille nationaux					
Ministère de la Défense nationale et Forces canadiennes					
Office national de l'énergie					
Office national du film					
Conseil national de recherches Canada					
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie					
Ressources naturelles Canada					

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
	Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?	Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?	Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?	Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?	Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?
Blue foncé = Oui Rouge = Non Bleu pâle = Sans objet					
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
Administration du pipe-line du Nord					
Bureau du vérificateur général du Canada					
Bureau du directeur général des élections du Canada					
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale					
Commissariat au lobbying du Canada					
Commissariat aux langues officielles					
Bureau du Commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications					
Service des poursuites pénales du Canada					
Commissariat à l'information du Canada					
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada					
Commissariat à l'intégrité du secteur public					
Bureau du Secrétaire du Gouverneur général					
Parcs Canada					
Commission des libérations conditionnelles du Canada					
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Bureau du Conseil privé					
Secrétariat de la Commission des nominations publiques					

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
	Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?	Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?	Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?	Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?	Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?
Bleu foncé = Oui Rouge = Non Bleu pâle = Sans objet					
Agence de la santé publique du Canada					
Sécurité publique Canada					
Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles					
Commission de la fonction publique					
Commission des relations de travail dans la fonction publique					
Tribunal de la dotation de la fonction publique					
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada					
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada					
Greffe du Tribunal de la concurrence					
Greffe du Tribunal des revendications particulières					
Gendarmerie royale du Canada					
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité					
Conseil de recherches en sciences humaines					
Statistique Canada					
Condition féminine Canada					
Cour suprême du Canada					
Transports Canada					
Tribunal d'appel des transports du Canada					
Bureau de la sécurité des transports du Canada	Aucun rapport sur le site Web et aucune réponse à la demande de renseignements envoyée par courriel par le DPB.				
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Commission de vérité et de réconciliation	Aucun rapport sur le site Web et aucune réponse à la demande de renseignements envoyée par courriel par le DPB.				
Anciens Combattants Canada					

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
	Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?	Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?	Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?	Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?	Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)					
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada					

Bleu foncé = Oui**Rouge = Non****Bleu pâle = Sans objet**